

Une économie en quête de solidarité

Philippe LANGEVIN

Maître de conférences

Il fût un temps où les économistes, les politiques, les entreprises et les citoyens eux-mêmes ont cru la société maîtrisée et les outils de régulation tellement scientifiques qu'ils en devenaient irréfutables. Des années 45 aux années 73 qualifiées plus tard de glorieuses, une économie de forte croissance construite sur le système industriel des grandes entreprises publiques a permis de maintenir le plein emploi des facteurs de production et de garantir un partage équilibré des gains de productivité entre augmentation des salaires et des profits tout en finançant une réduction régulière du temps de travail. Avide de consommation après les restrictions de la guerre, appuyée sur un modèle familial stable et protégée par une sécurité sociale généreuse, la société française ne doutait pas d'elle-même. L'augmentation régulière du pouvoir d'achat des ménages assurait la couverture non seulement des besoins mais aussi des désirs. Le plein emploi était la règle, l'intégration par le travail la méthode, les engagements collectifs le moyen le plus efficace pour défendre ses droits ou partager ses valeurs. En cas de difficultés passagères, les outils du modèle Keynésien permettaient, sans trop de dégâts sociaux, de freiner l'économie en cas de surchauffe ou de la relancer en cas de déprime. Il était acquis alors que pour combattre un chômage résiduel, la pauvreté des vieux et des immigrés ou les inégalités des conditions de vie, il fallait plus de croissance, plus de travail, plus de responsabilité, plus de sécurité sociale. L'autre modèle qui faisait rêver les intellectuels et le parti communiste n'a pas eu l'occasion d'être expérimenté en France.

1-La fin de la société Keynésienne

Les ruptures n'avaient pas été prévues. La première, d'un choc pétrolier (1973) à un autres (1979), dans sa brutalité, a annoncé tout à la fois la fin de l'économie Keynésienne, le succès de la pensée libérale et un nouvelle culture fondée sur les libertés individuelles au détriment des protections sociales collectives. Dans une économie de plus en plus internationale mais faible en croissance, le chômage s'est installé dans la société pour ne plus jamais la quitter. Une grande partie de la population est tombée dans la précarité. Au moment même où augmentait le taux d'activité féminin, le système économique devenait incapable de créer assez d'emplois pour les actifs et de revenus pour les ménages. Le repli sur soi, la méfiance par rapport à tout engagement collectif, la résistance par rapport à l'Etat et le refus de la fiscalité ont entraîné les grandes économies dans une mutation sans précédent. L'éclatement du modèle familial et la montée des grandes solitudes bouscullaient une intégration autrefois garantie ramenée à une insertion cette fois organisée. Le sous emploi persistant générant de graves inégalités entre les actifs protégés- par leur statut ou leur compétence- et les autres, les plus précaires considérés comme évidemment responsables de leur sort. La fin du modèle industriel était aussi celle d'une culture ouvrière protectrice.

Dans les années 90, en l'absence de toute relance refusée devant son risque inflationniste, de nouvelles démarches ont exploré d'autres dimensions, alors qu'après la chute du mur de Berlin en 1989, le libéralisme triomphait par KO debout d'un socialisme porteur d'espoirs et d'utopies. Parmi elles, le retour au territoire dans des problématiques de développement local, l'attention apportée à l'environnement, c'est-à-dire au prix des choses sans prix, et l'extraordinaire développement d'un secteur associatif dorénavant porteur de l'intérêt général, dans le secteur médico-social notamment. La compétitivité et l'excellence devenaient les conditions d'une insertion réussie. La question posée était celle du destin de tous les autres : demandeurs d'emploi faiblement qualifiés, jeunes en situation de détresse, malades, handicapés et autres accidentés de la vie sans autre perspective qu'une aide sociale désormais chichement mesurée et une sécurité sociale aux déficits abyssaux.

2-L'engagement du secteur associatif pour l'intérêt général

Le secteur associatif du monde de la solidarité a su alors se mobiliser pour accompagner les sans emploi vers l'emploi, les mal logés vers l'habitat, les malades vers la guérison, les plus vulnérables vers la dignité. Mobilisant l'engagement de ses administrateurs et le talent de ses permanents, cette économie non lucrative avait néanmoins un coût : celui, tout simplement, de l'intérêt général.

Dans un environnement déprimé et une certaine indifférence du reste de la société, le secteur associatif n'a pas baissé les bras. Il a su innover, se professionnaliser, accompagner, prévenir, redonner espoir à un nombre croissant de détresses : en refusant la fatalité du chômage, en accordant toute son attention à la prévention plutôt qu'à la réparation, en restaurant la dignité plutôt qu'en valorisant la compétitivité, il s'est enrichi de nouveaux mouvements. Dans cette économie tout à la fois sociale et solidaire, le secteur associatif a su mobiliser les ressources non marchandes du don et du bénévolat. Mais il a dû solliciter les pouvoirs publics, au niveau national et local, pour pourvoir faire face à l'augmentation continue de ses charges résultant d'une demande sociale en fort accroissement.

Ces dépenses sociales ne sont pas des coûts à la charge des contribuables. Ce sont des investissements sur le long terme. Dans une société du court terme d'individus refermés sur leurs intérêts privés, ce discours de l'évidence n'était pas facile à entendre. Il fût pourtant tenu avec opiniâtreté, soulignant que, malgré leur caractère indispensable, les minima sociaux ne sauraient garantir la dignité de tous et l'accès aux droits fondamentaux de la personne humaine.

3-Les crises sont de retour

2008 marque une nouvelle étape dans le bouleversement du monde ; mais aussi le triomphe de la cupidité sur la solidarité. Crise bancaire, crise financière, crise économique, crise sociale, ces crises n'en sont pas. Nous abordons cette année là une mutation d'une telle importance que d'aucuns n'hésitent pas à la comparer à celle de la Renaissance. Dans une économie mondialisée et invisible des transactions, où la monnaie perd son rôle historique d'instrument d'échange pour devenir un pur objet de spéculation, le système bancaire et financier, sans contrôle public, recherche des rendements toujours plus élevés pour faire « travailler » une épargne mondiale considérable au bénéfice d'acteurs méconnus. Le traitement des créances comme facteur d'enrichissement a abouti à de tels déséquilibres que les Etats ont été obligés de réagir par des recapitalisations lourdes au prix d'émission de monnaie par les banques centrales et d'endettement considérable des Etats, évidemment incompatibles avec les règles

proclamées de l'orthodoxie budgétaire et des contraintes du traité de Maastricht. Ces interventions désordonnées, prises dans un G 20 constitué à la hâte, reconnaissant sous la contrainte le basculement du monde vers les pays émergents désormais financeurs de l'économie mondiale, ont permis à certains d'estimer la crise finie. D'autres par contre, et nous en sommes, ont analysé ces événements dramatiques comme la fin d'un modèle et ont tenté de poser les bases d'une autre économie portée par la volonté d'entreprendre autrement, d'investir autrement, de soigner autrement et de sortir définitivement de la mécanique intraitable de la marchandisation du monde. Les associations du secteur médico-social et de toutes les formes de la solidarité ont alors posé la question de leurs moyens pour pouvoir poursuivre leur mission.

L'été 2011 est le théâtre d'une nouvelle crise, de l'endettement cette fois, devant l'incapacité de certains pays à pouvoir se refinancer sur les marchés qui réglementent l'ordre financier sans aucune légitimité démocratique. La quasi faillite de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal, d'autres pays demain, n'a pas fait réagir l'Union Européenne à la hauteur des enjeux et a vidé de son sens la monnaie unique. L'intransigeance de certains pays autour de l'Allemagne, a plongé l'Europe dans une crise profonde alors que, devant faire face à une dette colossale, tous les pays d'une Union, qui porte si mal son nom, ont du réduire leurs déficits pour retrouver leurs engagements passés. En France, en l'absence de toute réforme fiscale digne de ce nom, les augmentations d'impôts ont porté davantage sur la consommation et, pire encore sur la mutualité, que sur une contribution des très hauts revenus au retour de l'équilibre budgétaire. La réduction des dépenses publiques, élevée au rang du patriotisme national, a été engagée vers les dépenses sociales, improductives, invisibles au détriment de toutes les associations qui oeuvrent pour les plus démunis. Il est vrai que non seulement ces accidentés de la vie votent peu mais que de plus, ils sont probablement, suivant l'idéologie dominante, quelque part responsables de leur sort.

En cet automne 2011, l'inquiétude de tous ces mouvements est légitime. Au désengagement de l'Etat s'ajoute maintenant celui des collectivités territoriales qui affrontent le même problème, devant faire face à des dépenses nouvelles engendrées par la décentralisation et la précarité et non compensées par l'Etat, malgré ses promesses et ses déclarations. L'idée se diffuse lentement mais sûrement qu'il ne serait pas anormal que les malades paient le juste prix de leur santé défaillante, les chômeurs celui de leur inactivité, les sans logis de leur logement, les handicapés de leur handicap et les familles monoparentales de leur comportement douteux et les vieux leur prise en charge. Le transfert de la responsabilité collective vers la responsabilité individuelle marque notre temps.

Ces conceptions remettent fondamentalement en cause le système social national fondé sur la solidarité. Si les jeunes ne cotisent plus pour les vieux, ceux qui ont un emploi pour ceux qui n'en ont pas, les bien portants pour les malades, on entre dans le temps de l'insécurité sociale.

4-Appel à la dignité

Devant une pauvreté qui ne cesse d'augmenter, des écarts de revenus qui suivent la même tendance, un chômage qui ne baisse pas et une pénurie historique de logements, les associations du secteur médico-social sont de plus en plus interpellées alors que, peu à peu, leurs moyens sont réduits pour cause d'endettement excessif du pays destiné à rétablir un système bancaire et financier en mal de liquidité.

Certes, ces associations ne méconnaissent pas la nécessité de réduire la dette publique, de combattre le déficit de la sécurité sociale, d'affronter les contraintes de l'économie internationale, la nécessité de faire des économies. Elles ne sauraient admettre que les plus vulnérables, les moins formés, les familles les plus précaires, les enfants sans famille, les ménages sans ressources, les handicapés, les personnes âgées peu fortunées et les malades mentaux soient les premiers atteints par les conséquences d'une économie qu'ils n'ont pas choisie, qu'ils ne comprennent pas et qui les privent de la solidarité que leur doit notre société.

Les restrictions budgétaires qui leur sont imposées et qui les placent dans l'impossibilité d'accomplir leur mission, sont une atteinte à la dignité des personnes qu'elles accompagnent, premières victimes de banquiers peu scrupuleux, de politiques peu attentifs et de la grande masse d'indifférents au malheur des autres.

Le manque d'emploi, le manque de logement, le manque de soin, le manque de sociabilité qui affectent souvent les mêmes personnes et les mêmes familles constituent un tout qui ne se mesure pas par le nombre d'allocataires des minima sociaux ou du revenu de solidarité active. Ces graves pénuries remettent en cause notre capacité à « faire société ».

En Provence-Alpes Côte d'Azur, où les inégalités de conditions de vie, le niveau de précarité et les difficultés d'accès à l'emploi et au logement sont particulièrement élevés, l'inquiétude des associations qui oeuvrent pour les plus démunis est fortement ressentie. Car au-delà de l'image d'une région ensoleillée où les très hauts revenus ne sont pas rares, près de 20% de la population vit dans des conditions indignes.

Conclusion : Réinventer la fraternité

Régis Debray nous le rappelle : « dans la sainte devise de nos pères, la petite dernière est devenue orpheline ». L'appel des mouvements aux décideurs est une alerte sur les conséquences inéluctables du désengagement des pouvoirs publics à un moment où le renfermement nous guette, « l'autre » inquiète et, plus que jamais, le monde nous semble ingouvernable.

Car il n'y aura pas de retour en arrière. La question n'est pas celle de la simple dégradation des politiques sociales. Elle est dans notre incapacité collective à savoir inventer un autre modèle sans attendre les bénéfices d'un retour incertain de la croissance ou la moralisation peu vraisemblable de la finance mondiale. Il n'y aura pas de reprise car il n'y a pas de crise. Nous devons faire face à une mutation sans précédent qui se traduit par le basculement du monde vers les pays émergents, l'incapacité collective de la vieille Europe à savoir y répondre, la perte du sens de l'intérêt général et l'indifférence au sort des autres.

Les associations du secteur médico-social ne mendent pas des subventions au secteur public. Elles s'indignent et alertent sur les conséquences sociales d'un modèle de développement qui valorise la liberté au détriment de la solidarité. Elles travaillent pour retrouver des politiques qui ne soient pas que des mesures ponctuelles. Elles estiment le temps venu de changer de référence pour retrouver les chemins de la fraternité.